

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél : 874 39 38.



Informations du Guatemala

1ère Année / N°36

du 3 au 9 septembre 1983

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Guatemala en situation de guerre interne

POLITIQUE

On annonce le renouvellement de l'aide militaire nord-américaine
Le "New York Times" : La situation du Guatemala demeure instable
Entrevue entre Stone et le ministre des Relations Extérieures guatémaltèque
Réunion des ministres de l'Extérieur au Panama
Le MLN appuie la politique interventionniste
Nouvelle politique pour récupérer Belize
Les corrompus reviennent au pouvoir
DCG : Le régime de Mejia Victores perpétue les précédents
Le CAN réclame des élections

ECONOMIE

Mejia Victores : L'aide des Etats-Unis commence à se manifester
L'assistance économique des Etats-Unis : c'est presque fait
Le gouvernement recherche un appui économique

INSURRECTION

Affrontements dans le Quiché
Opérations de l'Orpa

DROITS DE L'HOMME

Nouvelle tuerie de paysans dans le Quiché
Tuerie à l'Ouest du pays
Des enseignants assassinés
Trois mexicains séquestrés au Guatemala
La violence officielle augmente
Enlèvements collectifs
On continue à ne pas respecter les droits de l'homme au Guatemala
Il y a encore des inculpés par les tribunaux spéciaux
La presse est encore attaquée

REFUGIES

Les réfugiés ne posent aucun problème au Mexique

4P 12.315

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

LE GUATEMALA EN SITUATION DE GUERRE INTERNE

La sous-commission pour la prévention des discriminations et la protection des minorités de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté, le 5 septembre une résolution qui reconnaît l'existence, au Guatemala, "d'un conflit armé de caractère non international". Il résulte de "facteurs économiques, sociaux et politiques".

Selon la commission, le gouvernement du Guatemala "ne respecte pas les principes humanitaires du droit international" ; il lui est demandé de garantir l'application de ces règles.

La résolution a recueilli 17 votes pour (3 abstentions, aucun vote contre) ; elle demande instamment aux gouvernements de "s'abstenir de fournir des armes ou une aide militaire" au régime du général Oscar Humberto Mejia Victores, à qui il a été de plus demandé "de faciliter l'entrée des organisations humanitaires internationales, pour porter assistance aux victimes du conflit".

Le texte, approuvé, entre autres, par la Norvège, le Pérou, l'Irak, la France, l'Inde, le Mexique, la Grèce, la Grande-Bretagne, la Yougoslavie, l'Ethiopie, (les Etats-Unis et l'Argentine se sont abstenus), exprime sa "profonde préoccupation" sur la situation des droits de l'homme au Guatemala, et sa crainte que cette situation ne s'aggrave, car le "caractère persistant" des violations a "rendu impossible l'exercice effectif des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques" dans ce pays d'Amérique Centrale.

La résolution souligne que la discrimination contre la population indigène est "de tradition" au Guatemala et que les indigènes constituent "l'immense majorité de la population du pays". Il est expressément demandé au régime actuel "de s'abstenir de procéder au déplacement des communautés indiennes et de ne pas les confiner dans des hameaux stratégiques", ... de ne pas "appliquer une politique basée sur les assassinats, la stratégie de la terre brûlée et les disparitions".

POLITIQUE

ON ANNONCE LE RENOUVELLEMENT DE L'AIDE MILITAIRE NORD-AMERICAINE

Le général Mejia Victores, actuel chef de l'Etat, a fait savoir, le 7 septembre, que le renouvellement de l'aide militaire des Etats-Unis au Guatemala est imminent et qu'il ne manque plus que son approbation par le Congrès de ce pays.

2 | Les graves violations des droits de l'homme commises par l'armée avaient conduit le gouvernement de James Carter à suspendre, en 1978, l'assistance militaire fournie au Guatemala.

LE "NEW YORK TIMES" : LA SITUATION DU GUATEMALA DEMEURE INSTABLE

D'après un éditorial du "New York Times" du 6 septembre, "la situation politique au Guatemala demeure extrêmement instable, cinq semaines après l'arrivée au pouvoir du ministre de la Défense, selon les dires des Guatémaltèques et des diplomates occidentaux".

L'éditorial affirme que la nomination du général Mejia Victores à la tête de l'Etat a rétabli au sein de l'armée l'ordre et la hiérarchie, compromis par Rios Montt, mais que néanmoins, le mécontentement continue à régner chez les jeunes officiers.

Le journal poursuit : "Le récent coup d'Etat n'a pas provoqué de changements substantiels dans la politique interne et externe du Guatemala".

ENTREVUE ENTRE STONE ET LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES GUATEMALTEQUE

Richard Stone, ambassadeur itinérant des Etats-Unis pour l'Amérique Centrale, est arrivé au Guatemala le 4 septembre pour s'entretenir avec le ministre des Relations Extérieures Fernando Andrade Diaz-Duran.

Frederico Fahsen, vice-chancelier et ambassadeur itinérant du Guatemala, a affirmé que la visite de Stone dans le pays visait exclusivement à s'entretenir avec Diaz-Duran, afin de connaître la position de ce dernier sur la crise en Amérique Centrale et les conclusions tirées de ses récents voyages à l'étranger.

REUNION DES MINISTRES DE L'EXTERIEUR AU PANAMA

Neuf ministres de l'Extérieur latino-américains sont arrivés le 7 septembre à Panama, afin d'ouvrir à nouveau une table ronde sur la crise en Amérique Centrale, à l'instigation du Groupe de Contadora.

A son arrivée à Panama, Miguel d'Escoto, ministre des Relations Extérieures du Nicaragua, a exhorté les pays centraméricains à acquérir leur indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, alors que son homologue hondurien remarquait que le groupe de Contadora "n'est pas le seul centre" existant pour arriver à la paix dans la région.

LE MLN APPUIE LA POLITIQUE INTERVENTIONNISTE

Le 3 septembre, le Mouvement de Libération Nationale (MLN) a assuré que, en dépit de ses efforts en faveur de la paix, le Groupe de Contadora ne pourra éviter "le conflit belliqueux qui couve en Amérique Centrale".

De plus, le MLN estime "claire et courageuse" la politique de l'administration Reagan dans la région centraméricaine et juge "opportun" que les Etats-Unis effectuent des exercices militaires dans les eaux territoriales de la région.

D'après le MLN, l'aide militaire au Salvador "a été limitée et tardive, puisque la lutte armée continue".

NOUVELLE POLITIQUE POUR RECUPERER BELIZE

Le général Oscar Mejia Victores a fait savoir le 7 septembre que son gouvernement étudie "les mécanismes appropriés à l'application d'une nouvelle politique permettant de récupérer le territoire de la République de Belize". Belize est un pays indépendant depuis 1981. Selon Mejia Victores, le Guatemala et la Grande-Bretagne "doivent s'asseoir à une table de négociations pour chercher une solution juste au litige territorial".

LES CORROMPUS REVIENNENT AU POUVOIR

Le 1er septembre, Raquel Zelaya Coronado a renoncé à son poste au sein du conseil d'Etat. "Les groupes qui, dans le passé, ont participé à la corruption, aux fraudes électorales, aux actions les plus délictueuses dans la gestion des fonds publics, recommencent peu à peu à occuper des charges politiques, exerçant des pressions inadmissibles", a expliqué l'ex-conseillère à la presse.

DCG : LE REGIME DE MEJIA VICTORES PERPETUE LES PRECEDENTS

X | Selon Vinicio Cerezo Arevalo, premier secrétaire de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG), le gouvernement mis en place de fait par le général Mejia Victores continue la politique des régimes militaires antérieurs, puisque "des hommes qui dans le passé ont été responsables du chaos économique, politique et social, occupent maintenant de hautes fonctions". (Déclaration du 6 septembre).

Le désaccord des démocrates-chrétiens et des autres hommes politiques des partis traditionnels est dû, si l'on se base sur leurs récentes déclarations, au refus du chef de l'Etat d'arrêter une date pour les élections présidentielles.

LE CAN RECLAME DES ELECTIONS

Le parti de droite, la Centrale Authentique Nationaliste, dirigée par l'ex-président Carlos Arana Osorio, a réclamé, le 4 septembre, la convocation à des élections générales pour mars 1984.

ECONOMIE

MEJIA VICTORES : L'AIDE DES ETATS-UNIS COMMENCE A SE MANIFESTER

"L'aide économique des Etats-Unis commence à se manifester, sans conditions d'aucune sorte", a déclaré le 3 septembre le général Mejia Victores, au sortir d'une réunion avec le sous-secrétaire d'Etat pour les questions américaines des Etats-Unis, Langhorne Motley.

L'ASSISTANCE ECONOMIQUE DES ETATS-UNIS : C'EST PRESQUE FAIT

Une délégation chargée du Commerce et des Echanges est arrivée des Etats-Unis le 7 septembre pour analyser les possibilités d'assistance économique envers le pays, dans le cadre du programme des pays de la Caraïbe et d'Amérique Centrale.

La Commission, composée de représentants de la Maison Blanche, du département d'Etat et de l'Agence Internationale pour le Développement (AID), a rencontré les hauts fonctionnaires militaires et les membres du secteur privé. Selon l'ambassadeur nord-américain, Frédérick Chapin, le programme "offre des avantages au secteur d'Etat et au secteur privé".

Le général Mejia Victores a admis, le 7 septembre, que le Guatemala "a hâte de participer au programme des pays de la Caraïbe", et que, en conséquence, "il acceptera les 18 conditions imposées aux participants par le plan".

LE GOUVERNEMENT RECHERCHE UN APPUI ECONOMIQUE

Leonardo Figueroa Villate, ministre des Finances, est parti le 8 septembre pour les Etats-Unis dans le but de favoriser l'instauration de relations économiques facilitant l'entrée des produits guatémaltèques sur le marché nord-américain. Le ministère des Finances a fait savoir à la presse que les investissements nord-américains avaient augmenté depuis le coup d'Etat du 8 août.

Figueroa Villate se rendra en Europe où, a-t-on appris de source officielle, il contractera des emprunts, auprès de la Belgique (8 millions de dollars) et de l'Autriche (5 millions de dollars).

INSURRECTION

AFFRONTEMENTS DANS LE QUICHE

Le bureau des Relations Publiques de l'armée a fait part de deux affrontements le 7 septembre contre les troupes insurgées, aux alentours de Xecampanabitx et du village El Amachel, dans le département du Quiché (Nord-Ouest du pays).

OPERATIONS DE L'ORPA

L'Organisation du Peuple en Armes a fait savoir dans son bulletin de guerre n°95 du 6 septembre que, durant le mois d'août, ses unités combattantes ont infligé un total de 26 pertes aux forces gouvernementales, au cours de 5 affrontements armés.

L'ORPA, qui appartient à l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), a également communiqué que ses forces ont effectué plusieurs opérations politico-militaires comme l'occupation de domaines agricoles (où la population s'est réunie pour transmettre des messages révolutionnaires) et la diffusion de propagande dans la capitale.

DROITS DE L'HOMME

NOUVELLE TUERIE DE PAYSANS DANS LE QUICHE

Les habitants du canton de Chubac, Chichicastenango, département du Quiché, dans le Nord-Ouest du pays ont dénoncé le 6 septembre l'enlèvement et l'assassinat de 17 paysans par les forces de sécurité du gouvernement.

Selon les habitants de la région, les faits ont eu lieu le 2 septembre à 3 heures du matin, lorsque les forces militaires sont arrivées et ont violemment obligé les victimes à sortir de leur maison, les accusant de "collaborer avec les guérilleros". Les paysans ont été battus et assassinés en présence de leur famille et voisins.

Les habitants du Chichicastenango ont envoyé, le 6 septembre, une note de protestation au général Mejia Victores, le priant de "mettre fin à ces actes qui portent atteinte aux droits de l'homme".

TUERIE A L'OUEST DU PAYS

12 paysans (4 hommes, 5 femmes et 3 enfants) ont été massacrés dans le village San Miguel de Jocotan, dans le département de Chiquimula, à l'ouest du pays, lorsqu' un important contingent d'hommes armés a attaqué le village, dans la soirée du Vendredi 2 septembre.

Le Front Démocratique Contre la Répression (FDCR) et l'Association des Journalistes Démocratiques du Guatemala ont condamné la tuerie et désigné comme responsables les forces de sécurité du gouvernement.

DES ENSEIGNANTS ASSASSINES

593 instituteurs et professeurs du secondaire ont été assassinés au Guatemala et un peu plus de 60 ont disparu depuis 1979, a dénoncé, le 5 septembre, le Front National des Enseignants du Guatemala lors du II^e séminaire de la Fédération des Organisations d'Enseignants d'Amérique Centrale (FOMCA), séminaire qui a eu lieu au Nicaragua.

L'organisation affirme en outre que 30 mille enseignants sont actuellement au chômage et que le taux d'analphabétisme de la population atteint 67 %.

TROIS MEXICAINS SEQUESTRES AU GUATEMALA

José Becerra, Nazario Delgado et Ramon Reyes Arguello, tous trois de nationalité mexicaine, ont été séquestrés le 20 août par les forces de sécurité gouvernementales au Guatemala. Rafael Macedo Figeroa effectue des démarches auprès des autorités pour localiser ses compatriotes. Il n'a jusqu'à présent obtenu aucun résultat positif.

LA VIOLENCE OFFICIELLE AUGMENTE

Selon la police nationale, 50 cadavres, dont 14 femmes, ont été découverts la première semaine de septembre sur les routes et dans les décharges du pays. Les cadavres avaient été défigurés pour que leur familles ne les reconnaissent pas.

Les victimes ont été tuées soit par des armes à feu, soit par des armes blanches ; beaucoup d'entre elles ont été étranglées. Presque tous les cadavres portent des traces de tortures.

ENLEVEMENTS COLLECTIFS

Les habitants de la municipalité d'Amatitlan, département de Guatemala, et du département de San Marcos (Ouest du pays), ont dénoncé les nombreux enlèvements collectifs de paysans, réalisés par "des hommes fortement armés se déplaçant dans des véhicules sans plaque d'immatriculation".

Les habitants d'Amatitlan ont dénoncé la participation des forces de sécurité du gouvernement à ces opérations en représailles à la demande qu'ils avaient adressée au régime militaire pour que leur maire soit destitué. Ils accusent Rodrigo Bermudez de "collaborer avec l'armée" et de "saboter le système d'eau potable, rejetant la faute sur les guérilleros, pour justifier sa présence dans la municipalité".

ON CONTINUE A NE PAS RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME AU GUATEMALA

D'après des données partielles de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala, il a été juridiquement prouvé que, durant le premier mois du gouvernement du général Mejia Victores, les forces de sécurité ont assassiné au moins 80 personnes, en ont enlevé 111 et causé la disparition de 10 autres.

D'autre part, le 7 septembre, des hommes en civil et fortement armés ont enlevé dans la capitale le docteur Hector Antillon et son épouse. Selon des témoins, le couple a été violemment poussé à l'intérieur d'une voiture non immatriculée qui a fui vers une destination inconnue.

IL Y A ENCORE DES INCULPES PAR LES TRIBUNAUX SPECIAUX

Quelques 200 personnes sont encore détenues par les tribunaux spéciaux, bien que le gouvernement du général Mejia Victores ait annoncé leur dissolution au début de ce mois, a dénoncé devant la presse, le 5 septembre, l'un des inculpés, Jaime Moises Ruiz, de nationalité salvadorienne. Moises Ruiz, emprisonné, a révélé que les personnes fusillées sous le régime de Rios Montt avaient été contraintes par les forces de sécurité à signer des confessions les accusant de fait qu'elles n'avaient pas commis : "Qui ne signerait pas n'importe quoi avec un fusil braqué sur lui ?". Moises Ruiz a ajouté que son procès a été instruit sous la menace de mort et la torture. Enfin on a appris par l'inculpé que les tribunaux spéciaux, installés auparavant dans le quartier général de l'armée et au ministère de la Défense, ont été transférés dans les locaux du second corps de la police nationale.

LA PRESSE ENCORE ATTAQUEE

Les media ont dénoncé l'enlèvement de Marco Tulio Trejo Martinez, le 2 septembre, par des hommes fortement armés, à bord d'un véhicule non immatriculé. Marco Tulio Trejo Martinez est journaliste et speaker à "Radio Monumental" de la ville de "Antigua Guatemala", département de Sacatepequez.

D'autre part, de nombreux reporters ont manifesté, le 7 septembre, leur désaccord avec les mesures prises par le ministère de l'Intérieur leur interdisant l'accès aux centres de détention pour s'entretenir avec les prisonniers, ce qui "constitue une atteinte à la liberté de la presse et au droit des détenus à s'exprimer par la voie des moyens d'information". Les journalistes ont déclaré que ces mesures "rappellent les positions du régime du général Rios Montt", lorsque la présence de séquestrés dans les centres de détention avait été dénoncée.

REFUGIES

LES REFUGIES NE POSENT AUCUN PROBLEME AU MEXIQUE

Les réfugiés guatémaltèques ne posent aucun problème au Mexique pour la sécurité nationale, a déclaré le 4 septembre le général Juan Arevalo Gardoqui, secrétaire au ministère de la Défense mexicain, au journal "Unomsuno".

Le général Absalon Castellanos Dominguez, gouverneur de l'état du Chiapas,

Mexique, a informé le même journal que le nombre de réfugiés guatémaltèques oscille entre 30 et 40 mille personnes -en majorité des femmes et des enfants-, que leur installation n'a posé aucun problème quant à la possession de la terre, ni entraîné de déplacement de la main d'oeuvre locale. Le général a été d'accord avec le secrétaire de la Défense pour affirmer que les réfugiés ne perturbent aucunement la vie de la région.

Les paysans guatémaltèques se sont établis au Mexique à la suite des campagnes "de terre brûlée" effectuées par le gouvernement en 1982.